

1986, chapitre 33

LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

Projet de loi 38

présenté par M. André Bourbeau, ministre des Affaires municipales

Présenté le 13 mai 1986

Principe adopté le 11 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

Sanctionné le 19 juin 1986

Entrée en vigueur: le 19 juin 1986

Loi modifiée:

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)





CHAPITRE 33

Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. A-19.1,
a. 29.1, aj. **1.** La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du suivant:

Prolongation
de délai « **29.1** Dans le cas où le ministre prolonge, en vertu de l'article 239, le délai imparti au conseil de la municipalité régionale de comté pour modifier son schéma d'aménagement conformément à l'avis du ministre, ce dernier peut, pendant la période de prolongation, modifier son avis conformément à l'article 27.

Délai addi-
tionnel Si le ministre se prévaut du premier alinéa, le délai additionnel accordé au conseil de la municipalité régionale de comté pour modifier son schéma d'aménagement conformément à l'avis modifié court à compter de la signification de cet avis. ».

c. A-19.1, a.
205.1, mod. **2.** L'article 205.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2°, des mots « et des boisés ».

c. A-19.1,
aa. 256.2 et
256.3, aj. **3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 256.1, des suivants:

Motif de
refus « **256.2** Un permis autorisant une opération cadastrale ne peut être refusé, pour le seul motif que la superficie ou les dimensions du terrain ne lui permettent pas de respecter les exigences en cette matière d'un règlement de contrôle intérimaire ou d'un règlement de lotissement, à l'égard d'un terrain qui respecte les conditions suivantes:

1° le 30 novembre 1982 ou à la date du jour qui précède celui de l'entrée en vigueur du premier règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté, selon la plus tardive de ces dates, ce terrain ne formait pas un ou plusieurs lots distincts sur les plans officiels du cadastre;

2° à la date applicable en vertu du paragraphe 1°, ce terrain était l'assiette d'une construction érigée et utilisée conformément à la réglementation alors en vigueur, le cas échéant, ou protégée par des droits acquis.

Permis L'opération cadastrale doit, pour être permise, avoir comme résultat la création d'un seul lot ou, lorsque le terrain est compris dans plusieurs lots originaires, d'un seul lot par lot originaire.

Application Les deux premiers alinéas s'appliquent même dans le cas où la construction est détruite par un sinistre après la date applicable.

Motif de refus « **256.3** Un permis autorisant une opération cadastrale ne peut être refusé, pour le seul motif que la superficie ou les dimensions du terrain ne lui permettent pas de respecter les exigences en cette matière d'un règlement de contrôle intérimaire ou d'un règlement de lotissement, à l'égard d'un terrain qui constitue le résidu d'un terrain:

1° dont une partie a été acquise à des fins d'utilité publique par un organisme public ou par une autre personne possédant un pouvoir d'expropriation, et

2° qui immédiatement avant cette acquisition avait une superficie et des dimensions suffisantes pour respecter la réglementation alors en vigueur ou pouvait faire l'objet d'une opération cadastrale en vertu de l'article 256.1 ou 256.2.

Permis L'opération cadastrale doit, pour être permise, avoir comme résultat la création d'un seul lot ou, lorsque le terrain est compris dans plusieurs lots originaires, d'un seul lot par lot originaire. ».

c. A-19.1, a. 264, mod. **4.** L'article 264 de cette loi est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe c du paragraphe 1° du deuxième alinéa, du sous-paragraphe suivant:

« c.1) l'article 85.1 s'applique à la Ville de Laval comme si son schéma d'aménagement n'était pas en vigueur; ».

c. A-19.1, a. 264.0.1, mod. **5.** L'article 264.0.1 de cette loi est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe c du paragraphe 1° du deuxième alinéa, du sous-paragraphe suivant:

1986

Aménagement et urbanisme

CHAP. **33**

«c.1) l'article 85.1 s'applique à la ville de Mirabel comme si son schéma d'aménagement n'était pas en vigueur;».

Entrée en
vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1986.